

ANALYSE 2007

# Contradictions des questions du désarmement - réarmement

---



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la  
Communauté française*

## Contradictions des questions du désarmement - réarmement

---

*Un système anti-missile à implanter par Washington en et contre l'Europe. L'Europe à nouveau cible des missiles russes. La constitution d'un «complexe militaro-industriel<sup>1</sup>» par l'Agence européenne d'armement (AEA) en UE. Par les initiatives multiples des Etats-Unis d'Amérique (EUA) et de la Russie, la décomposition du système international de désarmement. La relance vigoureuse de la production d'armes à travers le monde, mais avant tout dans les pays développés (voir l'article de la Commission géopolitique à partir des analyses remarquables de Luc Mampaey). Voici donc la situation triste et scandaleuse qu'observent des personnes qui quêtent la paix dans le monde. De nouveau, le vent glacial de la «guerre froide» souffle dans nos pays, sans que nos populations en soient très conscientes.*

*Une logique de «guerre froide» ?*

Nous serions devant une logique qui apparaît comme imparable. Déjà à la fin des années 1940, George Orwell nous expliqua dans son livre «1984» cette logique. Il suffit d'extraire quelques passages tirés du chapitre «La guerre c'est la paix »<sup>2</sup> pour la dépeindre :

«La division du monde en trois grands Etats principaux était prévu avant le milieu du vingtième siècle. Les frontières entre les trois sont en quelques endroits arbitraires. Groupés d'une façon ou d'une autre, ces trois sont en guerre d'une façon permanente depuis vingt-cinq ans. L'hystérie guerrière est continue et universelle dans tous les pays. Le but primordial de la guerre moderne est de consommer entièrement les produits de la machine sans élever le niveau général de la vie. Peu importe qu'elle soit victorieuse ou non. Tout ce qui est nécessaire, c'est que l'état de guerre existe. La recherche de nouvelles armes se poursuit sans arrêt. Elle est l'une des rares activités restantes dans lesquelles le type d'esprit inventif ou spéculatif peut trouver un exutoire. Il y a deux problèmes à résoudre : l'un est le moyen de découvrir, contre sa volonté, ce que pense un autre être humain, l'autre est le moyen de tuer plusieurs centaines de millions de gens. La guerre est engagée par chaque groupe dirigeant contre ses propres sujets et l'objet de la guerre n'est pas de faire ou d'empêcher des conquêtes de territoires, mais de maintenir intacte la structure de la société».

Quasi tous les ingrédients géopolitiques sont génialement pressentis par Orwell dès 1950 pour comprendre notre monde actuel : la recherche de la figure d'un nouvel «ennemi»<sup>3</sup> ; l'hystérie anti-terroriste qui permet aux classes dirigeantes de multiplier des législations attentatoires aux libertés ; le gaspillage opéré par l'armement au lieu de nourrir la population du monde entier, la Recherche et le Développement d'armes

---

<sup>1</sup> C'est ce que le président américain Eisenhower a déjà dénoncé dans les années 1950.

<sup>2</sup> Sans en indiquer les discontinuités et ce, afin d'alléger le texte.

<sup>3</sup> Voir à ce propos J.-C. MONOD, Penser l'ennemi, affronter l'exception – Réflexion critique sur l'actualité de Carl Schmitt, La Découverte, Paris, 2006.

nouvelles concentrant une énergie intellectuelle considérable ainsi que, surtout, le véritable but de la guerre ou de sa préparation : le contrôle de la population et le maintien des dirigeants en place par tous les moyens et ce, sans changer la société. D'où notre difficulté de réfléchir sereinement :

- dilemme du désarmement «physique» et «mental» et personnel ;
- le réarmement démocratique et social devant l'alimentation de la haine dans nos sociétés ;
- la dialectique d'armement, de réarmement ou de désarmement ;
- la privatisation des activités de la défense : mercenariat, logistique, etc. ;
- les besoins non militaires criants à travers le monde, etc.

Afin de lancer le débat, nous rappelons l'une ou l'autre chose. Sans la considérer aucunement comme secondaire, on fait en grande partie abstraction ici de la défense non-violente qui est traitée dans le n° 2/2007 de *Signes des Temps* consacré à l'Education à la paix ! Mais, il convient de réfléchir notamment sur le complexe militaro-industriel éventuel au sein de l'UE, sur l'Agence européenne de l'armement (AEA), sur l'évolution des options de la stratégie européenne et ses implications en matières de (ré)armements, etc.

### *Quelques rappels*

On ne le sait que depuis sa fondation en 1972, «Pax Christi USA» s'est opposé à la possession de l'arme nucléaire, à son perfectionnement, à ses essais, à son déploiement et même à la menace d'en user, comme étant une grave violation de l'ordre moral et une spoliation commise au détriment de milliards de gens de notre monde, hommes, femmes et enfants, qui luttent pour leur dignité et même leur existence alors qu'ils sont plongés dans une pauvreté épouvantable et déshumanisante. Or, il faut aussi rappeler que sur le sol de l'UE de nombreuses armes nucléaires sont entreposées dans les bases où par ailleurs les autorités américaines peuvent torturer librement et en toute impunité des citoyens de n'importe quel pays, tel qu'à Kleine Bogel en Belgique.

D'aucuns sont perplexes sur l'armement nucléaire<sup>4</sup> : faut-il viser un désarmement nucléaire généralisé ; mais n'est-ce pas pure utopie à l'heure actuelle ? comment y tendre effectivement ? cela étant, la dissuasion peut-elle se justifier ? y a-t-il une dissuasion réelle sans une telle menace, et qu'est-ce qu'une menace si on dit qu'on ne la mettra pas en œuvre parce qu'elle serait immorale ? Sans pouvoir répondre ici à toutes ces interrogations, je dirais que l'UE qui n'est qu'une presque île géopolitiquement fragile et indéfendable. On a selon nous guère intérêt à envisager une dissuasion nucléaire. De leurs côtés, les attaquants perdraient massivement des travailleurs de haute qualification exploitables et des consommateurs voraces, ainsi qu'un capital matériel accumulé énorme.

Pax Christi Wallonie-Bruxelles<sup>5</sup> est convaincue que l'UE n'entend pas rivaliser militairement avec les EUA, ni avec la Russie ou la Chine. Cependant, il souhaite que

---

<sup>4</sup> Voir ci-après l'article d'Ignace Bertin.

<sup>5</sup> Pax Christi Wallonie-Bruxelles, *Un concept stratégique de paix pour l'UE*, Décembre 2004.

l'UE se limite à développer les moyens strictement nécessaires pour pouvoir, lorsqu'elle décide d'agir dans le respect des règles établies, le faire vite et efficacement. Certes, il convient de partir du postulat que toute autorité étatique se doit d'être *capable de se défendre et de défendre ses intérêts légitimes*. Mais cette obligation appelle nécessairement à la fois le débat public au sein de l'Etat, et le respect de la Charte de l'ONU. Néanmoins, il n'est pas question de promouvoir une Europe de puissance. Quant à l'AEA, elle n'est d'utilité qu'à condition qu'elle améliore sensiblement le contrôle démocratique du «complexe militaro-industriel» européen et qu'elle permette d'éviter les gaspillages et doublets particulièrement coûteux.

La relative fragilité de l'UE nécessite l'élaboration d'un système de défense perfectionné propre, mais non menaçant. A partir des années 1980, l'Europe connaît à la fois un désarmement en termes conventionnels, une réduction des forces armées et une dénucléarisation assez poussée, comme si les autres grandes puissances s'accordaient à "neutraliser" l'Europe non russe. La situation change vers la fin du siècle et on observe un certain réarmement de l'UE. Or, la constitution d'*un espace européen de solidarité, de paix et de démocratie* pourra constituer une référence dans le monde. L'UE doit savoir qu'elle peut prioritairement contribuer à la stabilité internationale par le dialogue politique et diplomatique, mais aussi par la politique de coopération au développement, l'accueil des réfugiés et des travailleurs étrangers et le commerce équitable et durable.

L'UE doit mettre en oeuvre de «nouvelles armes pour la paix» telles que la solidarité, la propagation de la démocratie, l'ouverture des frontières, la lutte contre la pauvreté, l'accueil..., au niveau européen et multilatéral. Dans quelles conditions de pauvreté, peut-on parler de la démocratie, question lancinante au Sud comme à l'Est, mais avant tout chez nous ? Ne faut-il se rappeler les limites de l'intervention militaire : l'intervention militaire en Irak n'a fait qu'aggraver la situation régionale et augmenter l'instabilité internationale. De plus, on exige du militaire d'effectuer un travail de police qui n'est, par formation, pas le sien. Enfin, ne serait-il pas incohérent et paradoxal d'imposer la démocratie par les armes dans un espace sous-développé, en humiliant des peuples ?

### *Quid de l'OTAN ?*

Une autonomie par rapport aux EUA signifie-t-elle une suppression de l'OTAN ou justement l'équilibre retrouvé des deux côtés de l'Atlantique, l'OTAN deviendra un outil important -et de fait unique- de dialogue entre Bruxelles et Washington ? Il semble qu'à présent et surtout à l'avenir, l'UE soit davantage menacée par les EUA que par la Russie, en raison de clivages croissants en termes géopolitiques, économiques, culturels ou environnementaux, et même de droit international, de valeurs humaines et de visions géopolitiques. Si cela s'avère vrai, alors l'OTAN devient indispensable pour réguler les conflits qui ne pourront que croître. Elle dispose d'un statut, de réunions programmées, de procédures qui sont précieuses en cas de crise. Quant à la Russie, celle-ci est trop dépendante de l'Europe au niveau énergétique

pour se permettre actuellement de s'y attaquer. Mais que prépare l'avenir ? Même si le risque d'une menace russe semble diminuer, la proximité géographique exige néanmoins une défense territoriale.

Peut-on faire confiance à l'OTAN avant qu'elle ne soit réformée sur des points sensibles : rendre possible des débats systématiques de toutes les affaires d'importance qui concernent les pays membres des deux côtés de l'Atlantique ; instituer un commandement en chef européen aux EUA afin de garantir une certaine parité ; maintenir le caractère strictement défensif de l'alliance et dès lors s'interdire d'intervenir hors des territoires des pays membres ; ne plus élargir l'alliance pour ne pas rendre la Russie trop fragile et conséquemment trop agressive ; mettre sous le contrôle politique de l'OTAN toutes les installations militaires en Europe ; etc.

- Le discours sur «la guerre au terrorisme» se trouve respectivement énoncé et menée par les EUA. Il est indispensable de chercher à comprendre les motivations des terroristes pour lutter efficacement contre le terrorisme à moyen et long terme. A court terme, vouloir éliminer le terrorisme ne doit pas être autre chose qu'une lutte policière classique contre des bandes armées. La paix passe par la coopération et la lutte contre les causes structurelles de la violence. Une instance régulatrice multilatérale comme l'ONU est nécessaire.

Comment atteindre une véritable sécurité durable ? Quelles sont les menaces aujourd'hui pour la Belgique, pour l'UE et pour le monde ? Et est-ce que les moyens militaires sont ceux dans lesquels il faut investir en priorité ou faut-il miser davantage sur la prévention des conflits ? N'y a-t-il pas de meilleures affectations pour ces budgets, même sur le plan de la stricte sécurité ? Les sept «risques» identifiés par l'ONU en ordre d'importance décroissant ne sont-ils pas à prendre prioritairement en considération : trois socio-économiques : pauvreté, maladies et épidémies, détérioration environnementale ; deux à caractère militaire : conflits interétatiques et prolifération d'armes ABCN ; enfin, deux autres très proches l'une de l'autre : terrorisme et criminalité.

Faut-il s'opposer à tout équipement militaire ou, au contraire, accepter un certain (ré)armement européen autonome à budget inchangé et défensif dans sa nature ? Hollants van Looke nous rappelle<sup>6</sup> : «La plupart des équipements militaires se prêtent à des opérations tant offensives que défensives. Par contre, les doctrines, les entraînements, les déploiements, les manoeuvres peuvent avoir un caractère nettement protecteur ou agressif». Dans certaines circonstances relativement rares, l'ONU devrait intervenir militairement si elle pouvait disposer de forces armées mais n'en a pas. Il s'agirait de prendre des mesures militaires contre des menaces à la paix ou contre la guerre<sup>7</sup>. Pour ceux qui promeuvent la paix, il paraît sans doute prioritaire de revendiquer la création immédiate d'une «force militaire de projection<sup>8</sup>» pour l'ONU.

---

<sup>6</sup> Université de Paix, *Promouvoir la paix*, De Boeck, Bruxelles, 2004.

<sup>7</sup> Le problème reste actuellement indécis car les décideurs significatifs au Conseil de sécurité de l'ONU sont souvent les mêmes que ceux qui menacent ou font la guerre : la Russie en Tchétchénie, la Chine à l'ouest du pays, les EUA en innombrables pays, etc.

<sup>8</sup> Capable aussi d'intervenir à longue distance géographique.

Ceci permettrait peut-être d'empêcher que les EUA interviennent n'importe où et n'importe quand à sa guise.

### *Quelle défense pour quelle autonomie européenne ?*

S'agissant de l'UE, une puissance contenue signifiera une armée défensive, restreinte et citoyenne. Une puissance pacifique correspondra à une sorte de «neutralité armée» par rapport aux autres puissances. Néanmoins, il serait dangereux pour l'UE d'opérer un réarmement massif qui dépasserait celui qui vise la défense au sens strict du terme, car il serait source d'inquiétude pour les autres grandes puissances. L'intégration européenne montre de bons résultats en matière de pacification du continent. La réflexion doit partir de ce qu'est l'UE et de ce que sont ses valeurs et ses objectifs, pour ensuite aborder la question de savoir de quels outils civils et militaires a-t-elle besoin pour mettre en œuvre ses valeurs et sa politique étrangère et de sécurité.

Dans l'hypothèse de la consolidation politique en Russie, et même si le risque russe semble diminuer, il le reste et la proximité géographique exige dès lors *une défense proprement territoriale* dans cette optique, contrairement à ce que certains "atlantistes" tentent de nous inculquer. En réalité, pour contrebalancer la Russie, l'UE a tout intérêt à s'approcher de la Chine et de fait, elle développe une alliance privilégiée avec elle depuis une décennie. Dans le cadre de l'UE, créer un espace européen de solidarité, de paix et de démocratie correspond à mettre en place une puissance «*contenue*, autonome et civile», comme référence dans le monde. Il s'appuiera sur la clause de défense collective de la constitution européenne, ainsi que sur la «coopération structurée» entre pays membres autorisée par celle-ci et soumis aux parlements concernés et à la société civile. Pour éviter toute tentation impérialiste, elle devrait donc se déclarer *une puissance autonome de paix*.

Puissance contenue d'Ignace Berten<sup>9</sup> signifiera une armée défensive, restreinte et citoyenne. Puissance autonome de paix, correspondra selon moi<sup>10</sup>, à une sorte de «neutralité armée» par rapport aux autres puissances, à un certain point désarmée, dénucléarisée et réengagée. Puissance réengagée impliquera une responsabilité accrue envers le reste du monde et sera une force capable d'impulser un humanisme dans les relations mondiales et avec les partenaires de l'UE à travers le monde. Une telle puissance correspond à vouloir une «Europe, force tranquille» de Bernard Adam<sup>11</sup> et celle d'une «puissance civile» de Caroline Pailhe<sup>12</sup>. Aujourd'hui la priorité peut, d'après moi, être (re)donnée au concept de défense civile populaire non violente. Cette notion n'est pas fort élaborée. Elle suggère cependant la nécessité de la réappropriation

---

<sup>9</sup> BERTEN Ignace, *Pour une Europe forte et puissante. Un défi éthique pour une Europe politique*, Luc Pire-Espaces-Commission Justice et Paix, Bruxelles, 2001.

<sup>10</sup> Bárdos-Féltoronyi, Nicolas, *La dimension géopolitique d'une Europe du XXIe siècle*, in : *La Revue Nouvelle*, juin 2001; idem *L'Europe de l'UE, seule ou soumise ?* in : *Signes des Temps*, n°1, janvier-février-mars, 2002 ;idem, *De slogan de "guerre au terrorisme" à la "satellisation" du monde*, in : *Signes des Temps*, décembre 2002.

<sup>11</sup> ADAM Bernard (sous la direction de), *Europe, puissance tranquille*, GRIP& Complexe, Bruxelles, 2006.

<sup>12</sup> PAILHE Caroline, Un concept stratégique pour l'UE : le choix d'une "puissance tranquille", in Les nouvelles du GRIP, n° 4/2003.

concrète et citoyenne de la nécessité de se protéger, de se défendre face à une menace, à une agression ou une attaque venant de l'étranger. Cela peut viser autant la lutte contre une propagande internationale par la formation, que l'organisation pratique et collective d'agir des citoyens en cas de conflit sérieux contre la société.

L'intégration européenne est sans borne du point de vue de la sécurité à condition qu'elle ait la paix pour perspective et si elle dispose des moyens de surmonter les divisions qui ont marqué le passé. Une intégration progressive de l'Europe et une entente cordiale des deux côtés de l'Atlantique comme l'alliance durable entre la Russie et l'UE et celle entre cette dernière et la Chine font-elles progresser les peuples du monde vers cette «paix perpétuelle» dont rêva Kant ? En tous cas, elle ne l'handicaperait guère, me semble-t-il.

*Nicolas Bárdos-Féltoronyi*, professeur émérite de l'UCL,  
animateur de la Commission géopolitique,  
membre du Comité de rédaction de PCWB.

Cette analyse est parue sous forme d'article dans le Signes des Temps  
de septembre 2007

Editeur responsable : Katheline Toumpsin  
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL  
**Rue Maurice Liétart 31/1**  
B-1150 Bruxelles – Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 04  
Fax +32 (0) 2 738 08 00  
E-mail : [info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be)